

# En dépit du putsch avorté, l'impasse politique demeure totale au Burundi

**Le président Nkurunziza est sorti victorieux d'une tentative de coup d'État. Mais la contestation populaire est loin d'être terminée pour autant.**

**JEAN-PAUL BOMBAERTS**

Retour à la case départ. Vendredi, le président burundais Pierre Nkurunziza a regagné son palais à Bujumbura, après le putsch raté de mercredi. Il s'est ensuite adressé à la nation.

«À l'occasion de ce jour mémorable, nous voulons remercier du fond du cœur les corps de défense et de sécurité pour l'efficacité et la rapidité dont ils ont fait preuve pour stopper le projet macabre de détruire les institutions démocratiquement élues», a-t-il dit dans un discours publié sur le site de la présidence en kirundi, la langue nationale, et qui devait aussi être diffusé sur la radio-télévision nationale.

«Nous annonçons à la population et la communauté internationale que toutes les frontières du pays sont ouvertes et sont sous bonne garde et que la vie est redevenue normale», a-t-il encore ajouté.

Le chef de l'État a aussi établi un lien entre le groupe de putschistes et les «soulèvements en cours», une référence aux manifestations d'opposants à sa candidature à un troisième mandat présidentiel qui ont immédiatement repris après l'échec du putsch.

«Il est évident que les soulèvements

en cours sont liés au groupe qui voulait renverser les institutions», a-t-il poursuivi, demandant «avec force que le soulèvement soit arrêté immédiatement et que ceux qui ont des doléances à présenter passent par la voie du dialogue et de la concertation et non par la voie de la violence».

## Retour victorieux

Nkurunziza venait de sa ville natale de Ngozi, quelque 140 km plus au nord-est, où il a passé la nuit après être revenu au Burundi par voie terrestre. Mercredi, le président burundais était allé en Tanzanie participer à un sommet est-africain consacré à la crise politique déclenchée dans son pays par l'annonce de sa candidature à la présidentielle.

Le long du chemin entre Ngozi et Bujumbura, selon des témoins, Pierre Nkurunziza a été salué par des partisans rassemblés sur le bord de la route, vêtus de t-shirts à son effigie. En périphérie nord-est de la capitale, quelque 2.000 personnes avaient été acheminées par bus pour l'acclamer dans le quartier de Kamenge, fief du parti présidentiel (Cnodd-FDD).

Quant aux leaders du coup d'État raté, ils étaient en fuite ou arrêtés. «Nous avons décidé de nous rendre, j'espère qu'ils ne vont pas nous tuer», a eu le temps de glisser par téléphone à un journaliste de l'AFP le chef des putschistes, le général Godefroid

Niyombare, alors que des soldats pro-Nkurunziza l'approchaient.

Il est cependant parvenu à prendre la fuite, selon un officier supérieur de la police.

Trois autres responsables de la tentative de coup d'État ont toutefois été arrêtés, dont le porte-parole des putschistes, le commissaire de police Zénon Ndobaneze, et le numéro deux du mouvement, le général Cyrille Ndayirukiye, qui avait annoncé dès jeudi soir à l'AFP l'échec du coup d'État.

## La contestation reprend

Pendant ce temps, dès la matinée de vendredi à Bujumbura, des manifestants opposés à la candidature de Pierre Nkurunziza à la présidentielle du 26 juin avaient répondu dans plusieurs quartiers périphériques à l'appel du collectif anti-troisième mandat à redescendre dans la rue.

Depuis la désignation, le 25 avril, de Pierre Nkurunziza comme le candidat du Cnodd-FDD au scrutin présidentiel, Bujumbura avait été le théâtre de manifestations interdites par le gouvernement mais quasi-quotidiennes, qui avaient cessé avec la tentative de coup d'État.

À Musaga, un des foyers de la contestation situé au sud de la capitale Bujumbura, un journaliste de l'AFP a vu des centaines de manifestants autour de barricades être dispersés par des tirs de sommation de la police.

Dans une ambiance électrique, un officier a lancé: «Ceux qui montent

des barricades seront considérés comme des putschistes.»

Le centre-ville de Bujumbura était calme, les habitants s'y rendant de nouveau après l'avoir déserté pendant deux jours. Aucune présence policière ou militaire particulière n'y était visible.

## La RTNB comme enjeu

La radio-télévision nationale burundaise (RTNB) a été constamment au centre de combats entre forces loyalistes et putschistes. Mais la RTNB n'a pendant jamais échappé au contrôle des forces pro-Nkurunziza.

Et si la radio officielle était vendredi bien opérationnelle, les émissions des principales radios et télévisions indépendantes restaient en revanche coupées. Ces médias avaient cessé d'émettre jeudi, après avoir été pris d'assaut par les partisans du chef de l'État.

Les États-Unis ont d'emblée averti vendredi qu'un éventuel troisième mandat du président burundais Pierre Nkurunziza «attiserait» l'instabilité politique dans le pays. Les Nations-unies ont également réagi avec inquiétude: «Nous avons des inquiétudes à propos des droits de l'homme, des risques de représailles et d'attaques revanchardes», a déclaré le porte-parole de l'Onu.

Emmanuel Klimis (Université Saint-Louis)

## «On ne peut exclure l'existence d'une vaste manipulation»

### INTERVIEW

**JEAN-PAUL BOMBAERTS**

Emmanuel Klimis, spécialiste de la région des Grands Lacs et chercheur à l'Université Saint-Louis, à Bruxelles, décrypte les derniers événements qui se sont produits au Burundi.

### Comment voyez-vous les choses évoluer à présent?

Les choses risquent fort de se durcir. Il y a eu une vague d'espoir qui a été déçue. La société civile ne va pas lâcher. En outre, à partir du moment où un esprit revancharde s'installe, on peut craindre une ré-

pression beaucoup plus violente que ce qu'on a vu ces 15 derniers jours et qui n'était déjà pas jolies. C'est pour cela que les États-Unis ont conseillé à tous leurs ressortissants de quitter le pays.

### Que s'est-il passé au sein de l'armée?

Le chef des putschistes, le général Godefroid Niyombare, a probablement sous-estimé le poids des généraux qui ont mené la contre-insurrection. On ne peut d'ailleurs

pas exclure une vaste manipulation là-dessous. Un président renversé pendant un voyage à l'étranger, c'est un scénario qui peut sem-

bler par trop cousu de fil blanc. Le président pourrait avoir provoqué l'insurrection pour regagner une légitimité. Ou est-ce dans la contre-insurrection que réside la manipulation? Pour l'heure, il est trop tôt pour se faire une idée précise de ce qui s'est réellement passé.

### En face du président Nkurunziza, existe-t-il une opposition crédible?

L'opposition est malheureusement très divisée. Il n'y a pas eu de consensus autour d'un candidat unique. Du coup, ce sont les organisations de la société civile, c'est-à-dire les ONG de défense des droits de l'homme et les médias in-

dépendants, qui se retrouvent dans un rôle d'opposition politique. Elles risquent du coup d'essuyer seules les foudres du régime.

### Comment interprétez-vous la position américaine dans ce dossier?

Elle est assez surprenante. Ces 15 derniers jours, ils ont eu une position très en pointe en faveur d'un changement de régime, alors que depuis 2006, ils ont toujours dit que la stabilité était ce qui importait le plus à leurs yeux. Les États-Unis ont beaucoup misé sur le Burundi ces dernières années. Ils en ont fait leur base arrière pour opé-

rer en Somalie et au Congo. Il suffit pour s'en convaincre de voir l'énorme ambassade qu'ils ont construite à Bujumbura.

# 100.000 réfugiés

**Plus de 100.000 Burundais ont fui dans des pays voisins en quelques semaines, selon des chiffres de l'ONU publiés vendredi.**